

Politique de confidentialité conformément à l'article 13 du Règlement (UE) 2016/679



QUI SOMMES-NOUS

Responsable traitement du

Aruba S.p.A., en la personne de son représentant légal p.t., ayant son siège social à Ponte San Pietro (BG), Via San Clemente n. 53

privacy@staff.aruba.i

Responsable de la Protection des données à caractère personnel dpo@staff.aruba.it



QUELLES SONT LES DONNÉES QUE NOUS

CATÉGORIE DE DONNÉES

EXEMPLE DE TYPES DE DONNÉES

Données personnelles

Nom, prénom, adresse postale, nationalité, département et commune de résidence, téléphone fixe et/ou mobile, fax, code fiscal, adresse électronique



À QUELLES FINS UTILISONS-NOUS LES DONNÉES DE LA PERSONNE CONCERNÉE

Enregistrement et gestion des demandes de contact et/ou des documents d'information

Le traitement des données à caractère personnel de la Personne concernée a lieu afin de réaliser les activités préalables et consécutives à la demande d'enregistrement, à la gestion des demandes d'information et de contact et/ou à l'envoi de documents d'information, pour s'inscrire et participer à des webinaires ou à des événements ainsi que pour remplir toute autre obligation qui en découle.

La base juridique de ce traitement est l'exécution des services inhérents à la demande d'enregistrement, d'information et de contact et/ou d'envoi de documents d'information et le respect des obligations légales. La fourniture de données est facultative, mais tout refus de la Personne concernée de fournir les données rend impossible le suivi par le Responsable du traitement de la prestation requise.

Activités promotionnelles sur les services/produits offerts par Aruba et des sociétés du Groupe Aruba

Le traitement des données à caractère personnel de la Personne concernée a lieu pour l'envoi, sous réserve d'un consentement spécifique, de communications de promotions et d'offres de services/produits du Responsable du traitement et des sociétés du Groupe Aruba par des méthodes traditionnelles (par exemple courrier ordinaire, appels téléphoniques avec l'opérateur) et/ou automatisées (par exemple e-mail, SMS appels téléphoniques préenreqistrés).

La base juridique de ce traitement est le consentement donné par la Personne concernée avant le traitement lui-même, qui peut être révoqué librement et à tout moment, sans préjudice de la légalité du traitement précédemment effectué. Tout refus de la Personne concernée de donner son consentement rendra impossible l'utilisation des services concernés, sans que cela n'entraîne des conséquences préjudiciables pour la relation contractuelle avec le Responsable du traitement.



À QUI COMMUNIQUONS-NOUS LES DONNÉES DE LA PERSONNE CONCERNÉE

CATÉGORIES DE DESTINATAIRES	OBJECTIF
Sociétés du Groupe Aruba S.p.A. (« Groupe Aruba »)	Obligations administratives, comptables et liées à la prestation demandée.
Fournisseurs tiers et entreprises du Groupe Aruba	Fourniture de services liés à la prestation demandée.
Professionnels/consultants externes et cabinets de conseil	Exécution des obligations légales, exercice des droits.

Les sujets appartenant à ces catégories opèrent de manière autonome en tant que responsables distincts du traitement des données ou en tant que responsables nommés par le Responsable du traitement des données.

Les Données peuvent également être connues, en relation avec l'exécution des tâches assignées, par le personnel du Responsable du traitement, y compris les stagiaires, les travailleurs temporaires, les consultants, tous spécialement autorisés pour le traitement. En tout état de cause, les Données personnelles ne seront pas diffusées et, par conséquent, ne seront pas portées à l'attention de personnes non identifiées, sous quelque forme que ce soit, par exemple en les rendant disponibles ou en permettant leur consultation.



COMMENT TRAITONS-NOUS LES DONNÉES DE LA PERSONNE CONCERNÉE

Le traitement des Données s'effectue au moyen d'outils manuels, informatiques et télématiques, dans le respect des mesures nécessaires prescrites par la législation de référence, visant à garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des Données, ainsi qu'à éviter tout dommage, qu'il soit matériel ou immatériel.



OÙ TRAITONS-NOUS LES DONNÉES DE LA PERSONNE CONCERNÉE

Les Données personnelles de la Personne concernée sont stockées dans des archives situées dans les pays de l'Union européenne. Lorsque cela est nécessaire à la poursuite des objectifs énoncés, les Données de la Personne concernée peuvent être transférées à l'étranger, vers des pays/organisations en dehors de l'Union européenne qui garantissent un niveau de protection des données à caractère personnel jugé adéquat par la Commission européenne selon sa propre décision, ou en tout état de cause sur la base d'autres garanties appropriées, comme par exemple les clauses contractuelles types adoptées par la Commission européenne ou le consentement de la Personne concernée. La Personne concernée a le droit d'obtenir une copie de ces garanties, ainsi que la liste des pays/organisations vers lesquels les Données ont été transférées, en écrivant à privacy@staff.aruba.it.



COMBIEN DE TEMPS CONSERVONS-NOUS LES DONNÉES DE LA PERSONNE CONCERNÉE

Les Données seront conservées sous une forme permettant l'identification de la Personne concernée pendant 12 mois. Après l'expiration des délais ainsi établis, les Données seront supprimées ou transformées sous forme anonyme, sauf si leur conservation ultérieure est nécessaire pour exécuter des ordres émanant d'Autorités publiques et/ou d'Organismes de surveillance.



QUELS SONT LES DROITS DE LA PERSONNE CONCERNÉE

En contactant privacy@staff.aruba.it, la Personne concernée a le droit d'obtenir, dans les cas prévus par le Règlement, l'accès aux Données la concernant, leur suppression, la correction de données inexactes, l'intégration de Données incomplètes, la limitation du traitement, la portabilité de ses Données, ainsi que l'opposition au traitement

La Personne concernée a également le droit de déposer une plainte auprès de l'autorité de contrôle compétente sur le territoire italien (« Autorité garante de la protection des données personnelles ») ou auprès de l'autorité qui exerce ses fonctions et ses pouvoirs dans l'État membre où la violation a eu lieu, comme le prévoit l'article 77 du Règlement, ainsi que de saisir les juridictions appropriées, conformément aux articles 78 et 79 du Règlement.